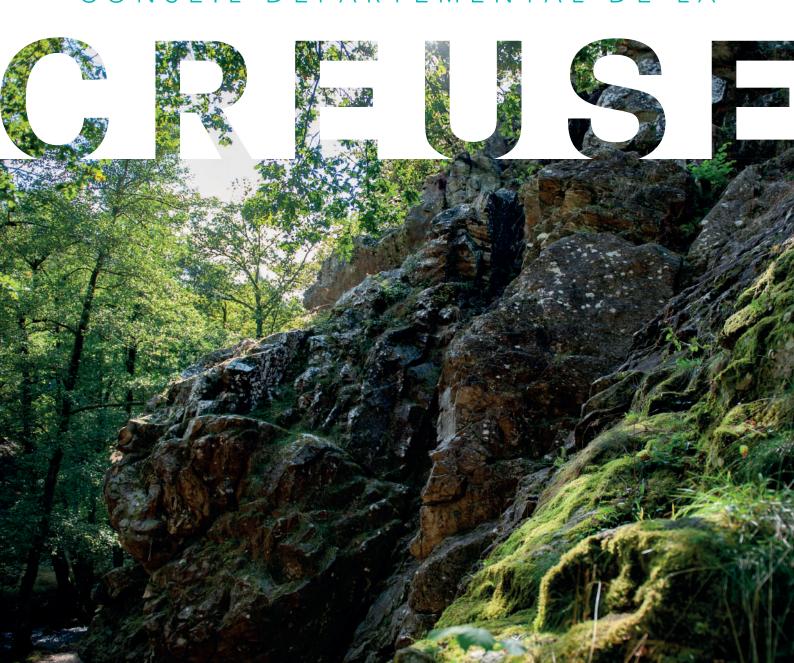
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

a **CREUSE** e Département

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA







L'année 2024 a une nouvelle fois démontré toute la force de notre engagement collectif au service de notre territoire. Ce rapport d'activité témoigne du travail rigoureux, souvent discret mais toujours essentiel, mené chaque jour par les agents du Département et l'ensemble des élu(e)s de l'Assemblée départementale.

Dans un contexte de mutations économiques, sociales et environnementales profondes, nous avons poursuivi une ambition claire : continuer à faire de la Creuse un territoire de solidarités, d'innovation et où il fait bon vivre.

Nous avons renforcé notre action pour accompagner les plus fragiles, avec un soutien renouvelé à l'enfance, aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap, aux familles, mais aussi à celles et ceux qui retrouvent leur chemin vers l'emploi. La mise en œuvre de l'accompagnement renforcé du RSA illustre, notamment, notre volonté de répondre mieux, et autrement, aux défis humains et sociaux.

Malgré un contexte budgétaire particulièrement contraint auquel l'ensemble des collectivités doit faire face, le Département continue d'assumer pleinement ses responsabilités. Nous poursuivons nos missions de solidarité avec détermination, en accompagnant les Creusois tout au long de la vie, de la naissance au grand âge. Cet engagement constant est le socle de notre action, fondé sur des valeurs de proximité, d'écoute et de justice sociale.

L'année 2024 a également été marquée par une avancée majeure pour l'avenir numérique de notre territoire : l'achèvement du déploiement de la fibre publique sur 100 % du département, à l'exception de la zone de l'agglomération de Guéret, couverte par un opérateur privé. Cet investissement structurant permet désormais à tous

les Creusois de bénéficier d'un accès très haut débit, indispensable à la vie quotidienne, à l'activité économique et à l'attractivité du territoire.

Le Conseil départemental continue également à porter des politiques en faveur des territoires : soutien aux communes, revitalisation des centres-bourgs, accompagnement des dynamiques locales à travers les dispositifs Boost'Habitat, Boost'Comm'Une, Boost'Sport... Ce sont plus de 200 projets qui ont été soutenus, traduisant concrètement notre détermination à construire une Creuse attractive et vivante.

L'environnement, la culture, l'éducation, les mobilités ou encore le numérique ont aussi fait l'objet d'avancées majeures, portées par l'expertise et l'engagement de nos services, que je tiens ici à saluer très sincèrement. Ce rapport, c'est aussi le reflet d'une organisation moderne, en capacité de s'adapter, d'innover et de répondre aux besoins de notre époque. Il montre que la Creuse, malgré ses spécificités et ses défis, sait faire preuve d'audace et de solidarité.

Je tiens à remercier chacun des agents départementaux pour leur professionnalisme, leur implication et leur sens du service public. Ensemble, avec les élus du Conseil départemental, nous continuerons à porter haut les valeurs qui nous animent : proximité, efficacité, justice sociale et attachement à notre territoire.

Plus que jamais, soyons fiers d'agir pour la Creuse.

Valérie SIMONET Présidente du Conseil départemental de la Creuse

■ CABINET DE LA PRÉSIDENTE

Conseil de l'exécutif départemental, le Cabinet contribue à la définition des orientations et prépare les décisions à partir des analyses réalisées par les services de la collectivité.

Placé sous l'autorité de la Présidente du Conseil départemental qu'il seconde, il constitue un organe de liaison avec l'extérieur : élus locaux et nationaux, représentants d'organismes ou associations et, de façon générale, toute personne souhaitant s'adresser à la Présidente.

Les principales missions du Cabinet sont :

- La gestion de l'agenda et des déplacements de la Présidente et des Vice-Présidents,
- L'organisation et le suivi des déplacements de la Présidente,

- Le suivi et la préparation des réunions et évènementiels auxquels participent la Présidente et les Vice-Présidents,
- La gestion du protocole et l'organisation des cérémonies officielles et des réceptions en lien avec les services concernés le cas échéant.
- Le suivi des sollicitations (courriers, mails et appels téléphoniques) en lien avec les services,
- Les relations avec les élus locaux et les institutions (Parlement, Préfecture, Région, Mairies, Conseils départementaux...). Il intervient également aux côtés des services sur la gestion de situations exceptionnelles.

Ce sont notamment en moyenne : 250 invitations, 100 demandes de rendezvous par mois... ainsi que déplacements et manifestations quotidiens en Creuse, comme à l'extérieur du département.

Directrice de la publication : Valérie SIMONET Maquette / mise en page : Florentine LAMAIRE Textes : Mélanie HEURTEAU Impression : Service reprographie CD23 Crédits photos : CD23, Nicolas Neyret, Istock

01

LA CREUSE EN CHIFFRES

page 06

82

L'INSTITUTION DÉPARTEMENTALE

page 10

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE	> 13
■ LA COMMISSION PERMANENTE	> 13
■ LES COMMISSIONS THÉMATIQUES	> 16
■ LES COMPÉTENCES	> 18
■LES SERVICES	> 20
■ LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023	> 24





03

ACTIVITÉS DES SERVICES 2023

page 26

	UN	DÉPARTEMENT	AU	CŒUR DES	SOLIDARITÉS	> 2
--	----	-------------	----	----------	-------------	-----

■ UN DÉPARTEMENT À VIVRE > 38

■ UN DÉPARTEMENT TOURNÉ VERS L'AVENIR > 48

■ UN DÉPARTEMENT PERFORMANT > 56

04

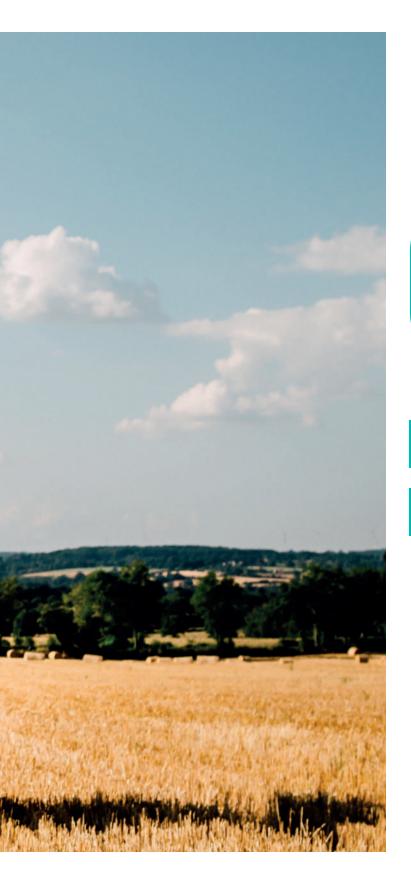
AUTRES STRUCTURES

page 60









O1

LA CREUSE
EN CHIFFRES



TERRITOIRE

> 5 565 km²

> 320 000 ha de surface agricole utile (soit 65% de la superficie du département)

> 11 192 km de routes

dont **→ 4 400 km** de routes départementales



ORGANISATION Administrative

- > 15 cantons
- > 1 Communauté d'Agglomération (≈ 28 000 habitants)
- > 9 Communautés de communes
 - **> 256** communes



EDUCATION

> 184 établissements scolaires dont → 18 collèges

> 4 145 collégiens





TOURISME

- > 1 200 emplois liés au tourisme
- > 426 km de véloroutes aménagés
- > 1 447 km de boucles locales à vélo (dont 800 km aménagés)



- > 5 500 km de cours d'eau
- > 1 Réserve Naturelle Nationale
 - > 1 Parc Naturel Régional
- > 3 rivières labellisées « Site Rivières Sauvages »

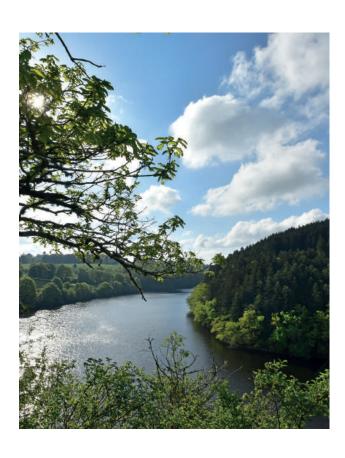


ÉCONOMIE / EMPLOI

- > **8 491** entreprises (INSEE 2021)
 - > **892** créations d'entreprises (INSEE 2021)
- > Plus de 3 000 associations actives



- > 117 340 habitants (Source INSEE 2019)
 - > 21 habitants/km²
- > 53% de plus de 60 ans (estimation INSEE janv. 2018)
- > 88 700 logements dont 13 700 vacants et 17 500 résidences secondaires







02

L'INSTITU-TION DÉPARTE-MENTALE



■ L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE

L'Assemblée est constituée de 30 Conseillers départementaux respectant la parité (soit 1 femme et 1 homme par canton), élus au suffrage universel direct. Elle se réunit au minimum une fois par trimestre au cours de sessions publiques. Si nécessaire, elle peut aussi être rassemblée par la Présidente à tout autre moment.

■ LA COMMISSION PERMANENTE

Depuis les dernières élections départementales, elle est composée de l'ensemble des 30 Conseillers départementaux.





Présidente
Valérie SIMONET
Conseillère départementale d'AUZANCES





Conseiller départemental de GOUZON

1er Vice-président
Patrice
MORANÇAIS
en charge du retour
à l'emploi, de l'insertion
et du logement



Conseillère départementale d'AHUN

2ème Vice-présidente
Catherine
DEFEMME
en charge de l'accueil,
de l'attractivité

et de la culture



3ème Vice-président Franck FOULON en charge de la modernisation de l'action publique, des finances et des bâtiments

de BOUSSAC



Conseillère départementale de GOUZON

4ème Vice-présidente
Marie-Christine
BUNLON
en charge de la vie collégienne et étudiante

et des sports



d'AHUN
5ème Vice-président
Thierry
GAILLARD

en charge des Ressources Humaines et du développement durable



Conseillère départementale de DUN-LE-PALESTEL 6ème Vice-présidente Hélène FAIVRE en charge du numérique et des mobilités



Conseiller départemental d'AUBUSSON

7ème Vice-président Valéry
MARTIN
en charge des politiques territoriales



Conseillère départementale d'EVAUX-LES-BAINS 8ème Vice-présidente Marie-Thérèse VIALLE en charge de l'Autonomie



Conseillère départementale d'AUBUSSON

9ème Vice-présidente
Laurence
CHEVREUX
en charge de l'enfance,
de la famille et de la santé



Conseiller départemental de SAINT-VAURY Philippe BAYOL



Conseiller départemental de GUÉRET 2 Eric BODEAU



Conseiller départemental de GUÉRET 1 Thierry BOURGUIGNON



Conseillère départementale de LE GRAND-BOURG Delphine CHARTRAIN



Conseillère départementale de GUÉRET 2 Mary-Line GEOFFRE



Conseiller départemental de DUN-LE-PALESTEL Laurent DAULNY



Conseiller départemental de LA SOUTERRAINE Patrice FILLOUX



Conseillère départementale de LA SOUTERRAINE Marie-France GALBRUN



Conseillère départementale de BOUSSAC Catherine GRAVERON



Conseillère départementale de BOURGANEUF Marinette JOUANNETAUD



Conseiller départemental de LE GRAND-BOURG Bertrand LABAR



Conseiller départeme de FELLETIN Jean-Luc LÉGER



Conseiller départemental de BOURGANEUF

Jean-Jacques LOZACH



Conseiller départemental de BONNAT Guy MARSALEIX



Conseillère départementale de SAINT-VAURY
Armelle
MARTIN



Conseillère départementale de FELLETIN

Renée
NICOUX



Conseillère départementale de GUÉRET 1 Isabelle PÉNICAUD



Conseillère départementale de BONNAT Hélène PILAT



Conseiller départemental d'AUZANCES **Jérémie SAUTY**



Conseiller départemental d'EVAUX-LES-BAINS Nicolas SIMONNET

■ LES COMMISSIONS **THÉMATIQUES**

Le Conseil départemental compte désormais 5 Commissions thématiques, contre 4 auparavant. Les Conseillers départementaux siègent tous au moins à l'une des 5 Commissions. Ils étudient les dossiers qui leur sont soumis et donnent des avis afin de préparer les réunions de l'Assemblée départementale.

1^{ère} Commission

- « Modernisation de l'action publique, Finances et Ressources Humaines »
- Jérémie Sauty
- Thierry Gaillard
- Franck Foulon
- Catherine Graveron
- Jean-Luc Léger
- Éric Bodeau

2^{ème} Commission

« Accueil et Attractivité »

- Delphine Chartrain
- Catherine Defemme
- Nicolas Simonnet
- Marie-Christine Bunlon
- Renée Nicoux
- Thierry Bourguignon

3^{ème} Commission

- « Solidarités, Familles, Vie collégienne et étudiante, Sports »
- Laurent Daulny
- Patrice Morançais
- Laurence Chevreux
- Marie-Thérèse Vialle
- Marie-Christine Bunlon
- Armelle Martin
- Isabelle Pénicaud
- Marie-France Galbrun

4^{ème} Commission

« Solidarités Territoriales et Développement durable »

- Guy Marsaleix
- Valéry Martin
- Thierry Gaillard
- Nicolas Simonnet
- Bertrand Labar
- Marinette Jouannetaud
- Patrice Filloux
- Jean-Jacques Lozach

5^{ème} Commission

« Numérique et Mobilités »

- Catherine Graveron
- Hélène Faivre
- Hélène Pilat
- Franck Foulon
- Guy Marsaleix
- Eric Bodeau
- Mary-Line Geoffre
- Philippe Bayol

Sous l'autorité de la Présidente, les services de l'administration départementale préparent les rapports et constituent les dossiers éclairant les décisions des élus. Ces décisions sont ensuite mises en œuvre par les services départementaux.

EN CHIFFRES

118

rapports présentés lors des 4 réunions du Conseil départemental

342

rapports présentés lors des 8 réunions de la Commission permanente

■ LES COMPÉTENCES



Enfance, Famille, Jeunesse



Action sociale de proximité



Insertion, Logement



Collèges



Agriculture



Environnement



Patrimoine



Sports, loisirs de nature







Routes



Tourisme



Aménagement numérique

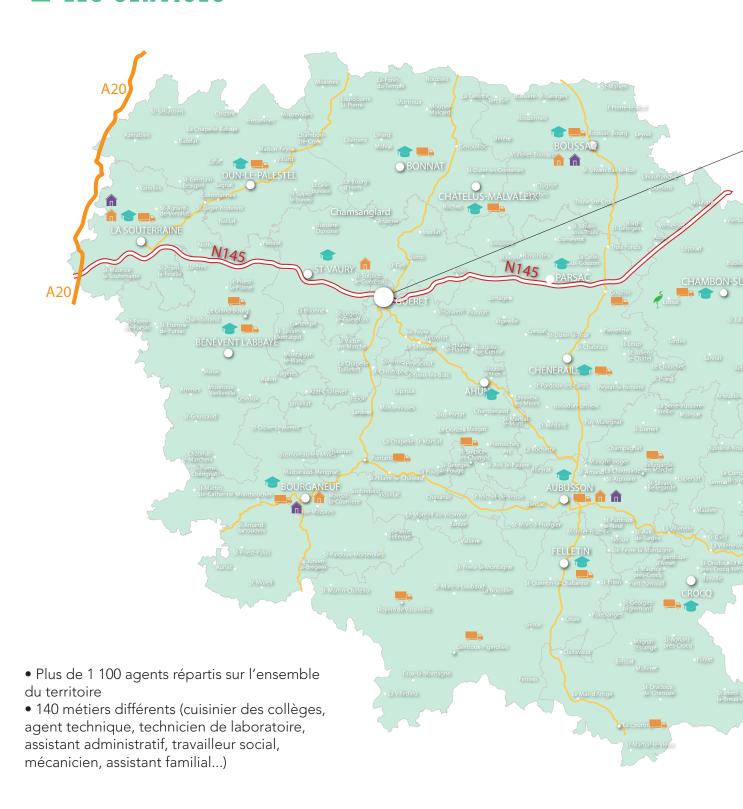


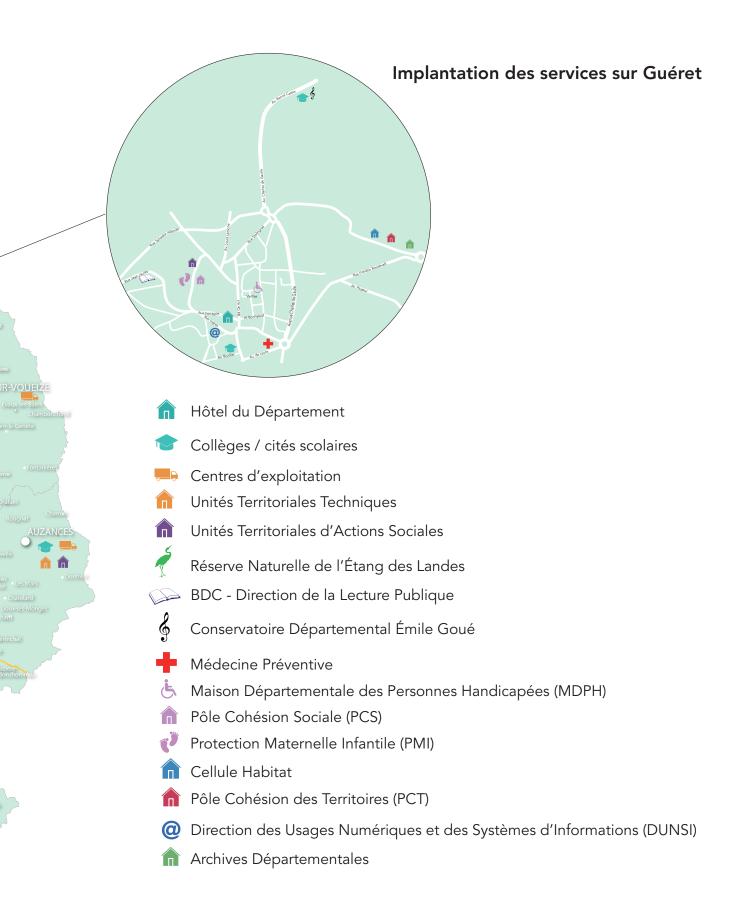
Culture



Transport adapté

■ LES SERVICES





RGANIGRAMME DES SERVICES

PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Valérie SIMONET

presidente@creuse.fr

DIRECTRICE DE CABINET Cécile COSTE

05 44 30 **23 86** - ccoste@creuse.fr

Directeur Gén

SERVICE COMMUNICATION

Mélanie HEURTEAU

05 44 30 **23 26** mheurteau@creuse.fr

MISSION ÉVALUATION ET PERFORMANCE

Karine SALLOT

Directrice de projets fonctionnelle 05 44 30 **23 93** - ksallot@creuse.fr

Béatrice CASSIER

Contrôleuse de gestion 05 44 30 **29 15** - bcassier@creuse.fr Evelyne DALLOT Optimisation des processus et transformation numérique 05 44 30 28 94 - edallot@creuse

PÔLE COHÉSION SOCIALE (PCS)

Philippe METGE

05 44 30 **24 59** - pmetge@creuse.fr

SERVICE RESSOURCES PARTAGÉ - Murielle CHAUVET - 05 44 30 25 03 - mchauvet@creuse.fr

DIRECTION DE L'ENFANCE, DE LA FAMILLE ET DE LA JEUNESSE

Cécile DAUDONNET

05 44 30 **23 66** cdaudonnet@creuse.fr

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Françoise LAPORTE

05 55 51 **97 00** flaporte@creuse.fr

DIRECTION DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT

Jean AUTIER

05 44 30 **23 43** jautier@creuse.fr

DIRECTION DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE

Amanda MICHE

> Directrice

05 44 30 23 46 - amiche@creuse.fr

MDPH23

05 44 30 **28 28**

PÔLE RESSOURCES ET N

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Annie LALANDE

05 44 30 23 36 - alalande@creuse.fr

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Aline PASQUIGNON

05 44 30 23 67 - apasquignon@creuse.fr

RECTION GÉNÉRALE DES SERVICES (DGS)

éral des Services > Philippe BOMBARDIER

16 OCTOBRE 2024

5 44 30 **24 01** - pbombardier@creuse.fr

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION

Dara ROS

05 44 30 23 87 - dros@creuse.fr

MISSION RÈGLEMENT GÉNÉRAL PROTECTION DES DONNÉES

Vincent VERDY

05 44 30 23 97 - vverdy@creuse.fr

Ségolène CHECA Optimisation des processus et transformation numérique scheca@creuse.fr

Gwenaëlle MASSON Données de pilotage 05 44 30 23 33 - gwmasson@creuse.fr

PÔLE COHÉSION DES TERRITOIRES (PCT)

Anthony ZOLLINO

05 44 30 23 52 - azollino@creuse.fr

SERVICE RESSOURCES PARTAGÉ - Virginie GUENAULT - 05 44 30 29 44 - vguenault@creuse.fr

DIRECTION DU PATRIMOINE **IMMOBILIER ET** DE LA CONSTRUCTION

Landry BACH

05 44 30 23 54 - lbach@creuse.fr

DIRECTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DES TRANSITIONS

Laura BRUYÈRE

05 44 30 23 99 - Ibruyere@creuse.fr

DIRECTION DES ROUTES

Laurent RICHARD

05 44 30 23 55 - Irichard@creuse.fr

DIRECTION DES COLLÈGES, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Eric CARRIOU

05 44 30 28 21 - ecarriou@creuse.fr

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

Gaël CHENARD

05 44 30 23 62 - gchenard@creuse.fr

Viviane OLIVIER

> Adjointe en charge de la lecture publique

05 44 30 23 51 - volivier@creuse.fr

RÉSERVE NATIONALE NATURELLE DE L'ÉTANG **DES LANDES**

Sébastien BUR

05 87 80 90 61 - sbur@creuse.fr

MODERNISATION (PRM)

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET

Julien LEAL

05 44 30 24 05 -jleal@creuse.fr

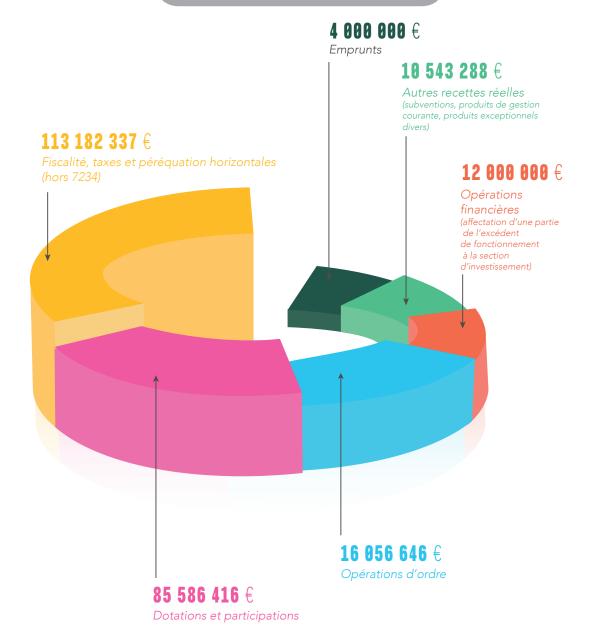
DIRECTION DES USAGES NUMÉRIQUES ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Thierry THOMASSIN

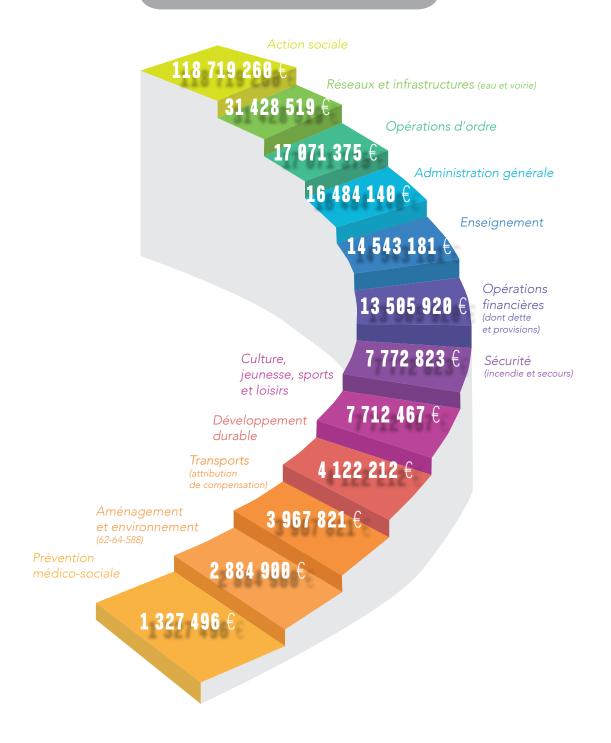
05 44 30 23 37 - tthomassin@creuse.fr

■ LE COMPTE ADMINISTRATIF 2024

RECETTES **241 368 687** €



DÉPENSES 239 542 138 €







O3
ACTIVITÉS
DES SERVICES
2023



EN CHIFFRES
384 mineurs accueillis en protection de l'enfance
enfants accueillis au Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille
302 signalements de violences conjugales et intrafamiliales
2 journées de l'autonomie organisées
70 agents impliqués dans la création de la Maison de l'Autonomie
3 110 diagnostics et orientations réalisés (rSa rénové)
53 partenaires sollicités pour le Plan Départemental Habitat
200 projets accompagnés via les contrats Boost'Comm'Unes

AUX CÔTÉS DE TOUS LES CREUSOIS

- Que ce soit auprès des enfants, des familles, des personnes âgées ou en situation de handicap, nos agents de la Protection Maternelle et Infantile, de la Direction de l'Enfance, de la Famille et de la Jeunesse (DEFJ), de la Direction de l'Insertion et du Logement (DIL), de la Direction des Personnes en Perte d'Autonomie (DPPA), de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) ou encore des Unités Territoriales d'Action Sociale (UTAS), accompagnent les plus fragiles.
- Pour les tout-petits et leurs parents, la Protection Maternelle Infantile a assuré, dans le cadre du **programme PANJO**, des **visites à domicile pré et post natales**. Ces visites sont assurées par les infirmières puéricultrices et les sages-femmes du Département.

Elle a aussi su se mobiliser en juin, pour le dépistage du cancer du col de l'utérus. Chaque année, ce cancer touche 3 100 femmes et provoque 1 100 décès alors que 9 fois sur 10, il pourrait être évité grâce au dépistage. C'est pourquoi, aux côtés de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, du Centre de coordination de dépistage des cancers Nouvelle-Aquitaine, de la CPAM, de la MSA et des Centres Hospitaliers de Guéret, Aubusson et Bourganeuf, (ainsi qu'à La Souterraine pour le personnel de l'établissement), nos sages-femmes ont réalisé des frottis de dépistage.

En charge de l'agrément des assistantes maternelles et des assistants familiaux, la PMI compte 435 assistants maternels agréés pour 1 487 places, et 196 assistants familiaux agréés. À ceci, s'ajoute le suivi des 27 Maisons d'Assistantes Maternelles (MAM) et des 18 établissements d'accueil du jeune enfant.



- En matière de protection de l'enfance, 230 enfants ont fait l'objet d'un signalement par le Département, auxquels s'ajoutent les 149 signalés directement par les partenaires. 598 jeunes ont été concernés par une information préoccupante et au 31 décembre, on ne recensait pas moins de 384 enfants pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) dans le cadre d'une mesure judiciaire ou administrative, dont 76 Mineurs Non Accompagnés (MNA).
- Le Comité des Jeunes, composé de jeunes âgés de 10 à 19 ans suivis en protection de l'enfance, a poursuivi ses réunions et échanges. Un projet de livretressource sur la protection de l'enfance « par » et « pour » les jeunes est en cours.

Protection de l'Enfance (ODPE) a finalisé l'étude sur trajectoires d'enfants placés judiciairement. En analysant la trajectoire des enfants placés, peut-on comprendre en quoi (comment et pourquoi) ces enfants sont acteurs de leur placement? L'étude de 70 trajectoires a permis de mettre en lumière des caractéristiques saillantes sur les manières d'agir, de se comporter, de réagir, de vivre le parcours de placement.

De nombreuses récurrences entre les différentes trajectoires ont permis ainsi de distinguer trois types d'enfants qui agissent différemment : les enfants « résilients », les enfants « rebelles » et les enfants « instables ». Ces caractéristiques pourraient constituer une grille de lecture, fournissant aux acteurs de terrain des clés de lecture dans le cadre de leur accompagnement et soutenir les prises de décision concernant les enfants, et ce, dans une logique préventive.

En parallèle, l'espace dédié à l'ODPE sur le site <u>creuse.fr</u> a été refondu avec le développement d'un espace collaboratif pour les partenaires.



■ Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) a mené en 2024 de nombreuses actions en faveur des 60 ieunes qu'il a accueillis et notamment des activités intergénérationnelles. Ainsi, une collaboration avec la ferme Arc-en-Ciel a permis, à un groupe de jeunes, de découvrir les animaux avant de rejoindre les résidents de l'EHPAD Anna Quincaud. Ensemble, ils ont réalisé des moulages d'empreintes des animaux. Il fut aussi question de découverte des oiseaux entre enfants et résidents de l'EHPAD, une activité encadrée par un animateur nature. Une autre initiative, « Éclaireur du Tour », a encouragé aînés, familles et aidants à renouer avec une activité physique à travers un projet collectif lié au Tour de France. Les kilomètres parcourus dans ce cadre ont contribué à l'opération solidaire «Vivons Vélo» au profit de l'Institut Pasteur, avec le soutien d'AG2R La Mondiale.

Le CDEF a permis également, en 2024, à des jeunes intéressés par l'agriculture de **visiter le Salon de l'Agriculture**; un déplacement rendu possible grâce au soutien du Cabinet de la Présidente. Cette expérience fut une telle réussite que l'idée de la refaire en 2025 a fait son chemin.

D'agriculture à nature, il n'y a qu'un pas. Plusieurs séjours ont été organisés en pleine nature pour reconnecter les jeunes à l'environnement. Un bivouac a été mis en place, ainsi qu'un séjour à Vidaillat, destiné aux plus jeunes, en partenariat avec l'association Vasy Jeunes.

L'épanouissement culturel des jeunes a également été au cœur des priorités du CDEF. Deux fois par mois, des ateliers de percussions ont été proposés aux volontaires. En parallèle, les plus âgés ont eu l'opportunité de participer au spectacle de Bridiers.



Côté lecture, un partenariat avec la Bibliothèque départementale a vu le jour, facilitant l'accès aux livres pour les plus jeunes. Par ailleurs, le CDEF a adhéré à la Bibliothèque Multimédia du Grand Guéret afin de permettre le prêt d'ouvrages.

Afin d'améliorer le cadre de vie des jeunes accueillis, plusieurs travaux ont été engagés. L'installation d'un portail automatique avec contrôle d'accès et d'un portillon sécurisé, a renforcé la sécurité des lieux, notamment au niveau du parking de l'hôpital.

De plus, la Villado a bénéficié d'une rénovation complète de ses deux salles de bain, apportant un meilleur confort. Mobilisées auprès des plus fragiles, nos UTAS ont mené plusieurs actions majeures pour optimiser leur fonctionnement et renforcer l'accompagnement des publics.

En ce sens, l'UTAS d'Auzances-Boussac a mené une expérimentation visant à réduire les frais de déplacement des agents. Cette initiative, qui s'est achevée en avril 2024, a conduit à plusieurs recommandations :

- Adoption du télétravail à la demi-journée,
- Remisage des véhicules professionnels sur les centres d'exploitation,
- Travail en Tiers-Lieux,
- Possibilité de remisage à domicile des véhicules professionnels.

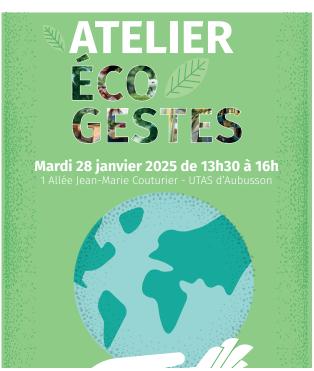
Une autre expérimentation notable concerne la mutualisation d'un poste administratif entre l'UTAS et l'UTT d'Auzances. Cette organisation nouvelle vise à amorcer une véritable identité Maison du Département, avec une répartition du poste à 40 % sur des missions UTT et 60 % sur des missions UTAS.

En matière de violences conjugales et intrafamiliales, suite à la signature d'une convention entre l'État, le Conseil départemental et la Gendarmerie, un demi-poste de renfort a été créé en juin 2024 en soutien à l'intervenante sociale commissariat et gendarmerie déjà en place. Un renfort bienvenu au regard de l'activité de l'intervenante. Cette dernière a traité 302 signalements en 2024, répartis comme suit : 49,5 % émanant de la

gendarmerie, 27,5 % des services sociaux et partenaires et 23 % du commissariat. Et le demi-poste de renfort créé a permis de traiter 85 signalements supplémentaires et d'assurer 109 entretiens avec les victimes. De plus, 205 entretiens et 42 auditions ont été réalisés dans le cadre de l'unité médico-judiciaire, renforçant ainsi la prise en charge des victimes de violences.

Pour leur part, les Travailleurs Médicosociaux ont mis en place plusieurs actions d'information/formation auprès des usagers :

- Intervention de Creuse Habitat pour améliorer les logements
- Information sur l'habitat indigne, en partenariat avec la DDT, l'ARS, la CAF et la MSA
- Prévention de la précarité énergétique, en collaboration avec EDF



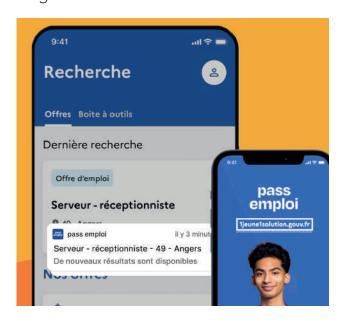
Un dispositif de consultation sociale de premier niveau a été expérimenté début novembre 2024, donnant lieu à 7 consultations sociales, soit une demijournée par semaine. Le dispositif fait l'objet d'une réflexion pour être généralisé à l'ensemble de la semaine d'ici fin 2024.

Enfin, les UTAS ont également engagé une **démarche de dématérialisation**, notamment par :

- L'utilisation d'agendas électroniques pour améliorer la gestion des rendez-vous,
- La mise en place d'enquêtes en ligne.
- En 2024, la Direction de l'Insertion et du Logement (DIL) a engagé l'expérimentation du rSa rénové pour renforcer l'accompagnement des publics en difficulté et améliorer l'accès à l'emploi. Ceci s'est traduit par :
- La poursuite des rendez-vous d'insertion pour les **premiers entretiens des entrants dans le rSa**,
- Le passage de « carnet de bord » à **« suivi de parcours »** pour les allocataires,
- Le déploiement de **nouveaux logiciels**, et notamment la plateforme DORA qui a été activée pour centraliser l'offre d'insertion en Creuse, regroupant 128 partenaires et 206 offres d'accompagnement. A noter également l'utilisation de Forms pour le suivi des 15 heures d'activités obligatoires,
- L'accompagnement renforcé dans les parcours socio-professionnels et la remobilisation par les CISP dans le cadre

d'un Contrat d'Engagement Réciproque limité dans le temps, avec des échanges hebdomadaires, et la possibilité d'adapter le dispositif aux publics spécifiques comme les travailleurs indépendants et les exploitants agricoles.

Ainsi, 1 423 bénéficiaires ont été orientés vers les conseillers en insertion, répartis en 700 en équilibré et 723 en remobilisation. Par ailleurs, 3 110 diagnostics et orientations ont été réalisés.



■ Par ailleurs, la gestion des « sanctions » en cas de noncontractualisation ou de non-respect des engagements a été simplifiée. Et pour lever les freins périphériques à

l'emploi (santé, mobilité, logement), la DIL a soutenu plusieurs initiatives locales comme:

• l'accompagnement des structures associatives comptant des salariés en coopération avec ALISO dans le cadre du dispositif local co-financé par la Banque des Territoires, la Région et l'État,

• la création d'activité via la coopérative ELAN ou de projets structurants avec la Fabrique à Initiatives.

Une attention particulière a été apportée aux publics fragiles spécifiques que sont les chefs d'exploitation via un soutien à la MSA, la Chambre d'Agriculture et Solidarité Paysans, ainsi qu'aux jeunes via la Mission Locale.

La santé n'a pas été oubliée avec la poursuite du partenariat avec l'ISBA.

Pour faciliter l'inclusion numérique, la DIL a renouvelé son soutien à la structure **CoOrdi** qui reconditionne et installe des ordinateurs pour les publics en difficultés.

L'accompagnement socio-professionnel dans les Foyers de Jeunes Travailleurs ainsi que le développement d'activités dans les centres sociaux s'est poursuivi, tout comme la prise en charge des coûts des emplois dans les ateliers et chantiers d'insertion, et les contrats aidés (PEC).

■ Côté logement, 2024 aura été marqué par la co-construction du Plan départemental de l'Habitat en collaboration avec 53 partenaires, alors que dans le même temps, les actions en faveur des publics les plus fragiles se sont poursuivies.

Aussi, s'agissant des Programmes d'Intérêt Général (PIG), depuis 2016, la DIL a enregistré 9 500 contacts, dont 4 500 ont été orientés vers l'opérateur Creuse Habitat. 3 650 diagnostics ont été réalisés générant plus de 30 M€ de travaux.



Engagé dans une politique forte de l'autonomie, le Département, via sa Direction des Personnes en Perte d'Autonomie, a organisé, en 2024, 2 journées de l'Autonomie en présence de nombreux partenaires. Il s'agissait de réfléchir, ensemble, à faciliter les parcours des personnes en perte d'autonomie et de leurs aidants pour tendre vers « un parcours idéal ».



Toujours dans l'objectif de mieux accompagner nos aînés, 5 Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ont été signés en 2024, intégrant des actions en faveur du développement durable et de la qualité de vie au travail. La DPPA a également accompagné les actions d'Habitat Inclusif. Ce mode d'hébergement collectif pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap a vu 26 places occupées, favorisant un projet de vie commun. Côté simplification des démarches, les actions d'évaluation à domicile ont été mutualisées avec les Caisses de retraite. Des actions

de sport adapté ou à domicile visant à prévenir les chutes, ont été financées à hauteur de **119 716 €** dans le cadre de la conférence des financeurs. Enfin, des groupes de travail ont été mis en place en collaboration avec la CDCA pour réfléchir aux solutions de répit pour les aidants.

- Pour nos aides à domicile, ce sont de **nouveaux véhicules hybrides** qui sont venus renforcer la flotte existante mise en place en 2022.
- 2024 aura aussi été, pour la DPPA, synonyme de renouveau avec le lancement de la création de la Maison Départementale de l'Autonomie (MDA). Pour avancer dans ce projet, un benchmark auprès d'autres MDA a été réalisé ainsi qu'un atelier collaboratif rassemblant les 70 agents concernés décliné en 4 autres ateliers pour définir l'offre de service destinée aux usagers.
- Depuis 2 ans, la collectivité déploie le service Elioz qui permet l'accessibilité des accueils du Conseil départemental et de la MDPH, aux personnes sourdes et malentendantes.

Ce service obligatoire assure l'interprétation de la conversation entre l'usager sourd ou malentendant et l'agent d'accueil, selon 3 modalités d'interprétation prévues réglementairement : Langue des Signes Française (LSF), Langue Parlée Complétée (LPC) et Transcription Ecrite (obligation de transcription par un opérateur humain qualifié).

Pour 2024, on remarque une progression significative de l'usage du service, avec 6h53 mn pour 88 utilisations contre 4h16 mn (60 utilisations) en 2023. Par ailleurs, le service a été régulièrement utilisé pour contacter le Conseil départemental sur les 5 derniers mois de 2024, alors que seule la MDPH avait été concernée, jusqu'alors. À noter que l'utilisation du service se concentre aux 2/3 sur les accueils téléphoniques et que l'interprétation en LSF est plébiscitée à 95 %.

AUX CÔTÉS DES TERRITOIRES

- L'année 2024 a été marquée par la mise en place de nombreux projets structurants qui ont contribué au **développement du territoire et à l'amélioration des services offerts aux habitants.**
- Dans le domaine du développement territorial, plusieurs dispositifs ont été renforcés ou mis en place. Le **programme**Boost'Ter, qui s'est achevé après plusieurs années d'accompagnement des projets d'investissement des collectivités, a permis de financer 71 initiatives touchant des secteurs aussi variés que la culture, la petite enfance, l'habitat, la santé, les services ou encore le tourisme. Ce soutien s'est traduit par un total d'aides départementales de 2,38 M€ et le financement de 7 postes au sein des EPCI à hauteur de 260 000 euros

Par ailleurs, afin d'amplifier cette dynamique, de nouveaux dispositifs ont été finalisés et validés par l'Assemblée Départementale, en 2024. Boost'Habitat vise la réhabilitation des logements communaux non conventionnés situés en centre-bourg, tandis que Boost'Ville et Boost'Sport offriront, aux communes, des moyens supplémentaires pour améliorer leur attractivité. Parmi les projets déjà engagés, la réparation de la piscine de Guéret a bénéficié d'une subvention départementale de **54 000 €**. Dans la même logique d'accompagnement, le programme Boost'Comm'Une a poursuivi son déploiement pour la période 2023-2026, avec près de 200 projets soutenus et un engagement financier départemental de 1,5 M€.



Enfin, la recherche sur les dynamiques démographiques a continué avec la poursuite de l'étude conduite autour du thème « Rester, partir, revenir », qui s'intéresse aux mobilités des jeunes ruraux. Cette étude, menée dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie, a permis de dresser un état des lieux des migrations résidentielles de longue distance et d'approfondir une enquête ethnographique auprès d'anciens collégiens de Crocq. Les résultats de ces travaux ont fait l'objet de publications académiques et de diverses communications.



THE PARTY AND PROPERTY OF	
CONTRACTOR STATE OF THE PARTY O	
CALCULAR CO.	
A CHARLES	
是 的 医皮肤 化多种 化二甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基甲基	
图 医一种 医马克	
A 60000 (Miles Inc.)	
The second second	
THE RESERVE TO THE PARTY OF THE	
A STATE OF THE STATE OF	
THE WAS DOM	
And the second second	
d.	
All Control of the Co	
是一個自己的	
《中国》	
经 图图图 第15	
College Alternation	
从数据以外,通过数据	
The state of the s	
A PARTICIPATION OF THE PARTY OF	
1	
400 m	
(54-7) 发起的 医皮肤	
THE PARTY OF THE P	
ACOUNTY CONTRACTOR	
The state of the s	
SONO STATE OF	
V Book Town	
Service State of	
A STATE OF THE STA	
Comment of the second	
100	
The second secon	

EN CHIFFRES

4

hectares de diverses essences d'arbres plantés via le projet « RESILIENCE »

dossiers instruits depuis le lancement du Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable

récupérateurs d'eau de pluie fournis via l'accord de résilience

56 bilans assainissement réalisés

spectacles organisés pour le Festival Coquelicontes

184,5 m linéaires de collecte de fonds privés et publics aux Archives

22,7 M de pages vues sur le site Internet des Archives

800 participants à la première édition du Festi Rando Creuse

■ 1 447 km de boucles locales à vélo

FAIRE LE PLEIN DE NATURE



L'étang des Landes reste, encore et toujours, un site d'exception et un lieu incontournable pour toutes les générations. Pour le partager, en faire découvrir toute la richesse et sensibiliser le public à sa préservation, l'équipe de la Réserve a proposé, tout au long de l'année, ses désormais traditionnels Rendez-Vous Nature ainsi que des animations **scolaires**, que ce soit pour toutes les écoles intéressées ou dans le cadre du projet pédagogique annuel avec l'école de Lussat. Et pour apporter une information toujours plus complète et étayée, la conception de la mallette pédagogique « Pollinisateurs sauvages », en collaboration avec le CPIE des Pays Creusois, a commencé à se concrétiser avec le soutien du service Communication.

Pouvoir faire profiter les habitants et touristes de cet espace, c'est, en amont, le protéger en y conduisant des opérations de pâturage ovin sur une vingtaine d'hectares ou encore des études de terrain comme celle conduite sur le phosphore avec l'Université de Limoges. Mais c'est aussi lutter contre des espèces invasives. Ainsi, des foyers de Jussie à Grandes fleurs ont été repérés et arrachés minutieusement.

Enfin, la passerelle de la presqu'île de sables et l'observatoire du Genévrier ont été rénovés tandis que la phase d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le renouvellement de la scénographie de la Maison de la Réserve a été lancée.



Pour préserver les espèces et les ressources, le Département a poursuivi ses partenariats avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dans les domaines des milieux aquatiques, de l'eau potable et de l'assainissement. Avec le CPIE des Pays Creusois, dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026, un travail de structuration des filières de gestion durable de la haie creusoise s'est engagé. Une rencontre interdépartementale avec la Mayenne a même été organisée les 17 et 18 septembre, sur les filières de valorisation du

bois bocager. Enfin, avec le Conservatoire des Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine, les opérations de pâturage itinérant d'entretien sur 3 sites creusois ont été reconduites, de même que le suivi de 2 sites d'intérêt environnemental (Lande du Puy Raynaud et Combes de la Cazine), tandis que des travaux de génie écologique sur 11 sites ont été réalisés. Le plan de gestion du site de Féniers, pour la période 2025-2035, a également été rédigé.

C'est aussi, en ce sens, que la collectivité s'est inscrit, en 2022, dans l'expérimentation sur le **reboisement** et le mode de gestion de parcelles forestières susceptibles de renforcer la résilience de ces écosystèmes face au changement climatique. Dans ce cadre, des travaux d'entretien des parcelles reboisées ont été conduits sur la commune de Vidaillat. Sur 4 ha, des cèdres et des pins laricio de Corse ont été plantés, avec diverses essences d'accompagnement (érable sycomore, chêne pubescent, hêtre et mélèze d'Europe) grâce au soutien de l'État dans le cadre du projet « RESILIENCE ». Les autres surfaces ont fait l'objet de plantation d'essences variées (chêne sessile, érable sycomore, cèdre, bouleau, merisier, châtaignier, etc.). Après 2 années, les résultats sont encourageants ; les plantations poussent bien et ont été relativement épargnées par les sécheresses. C'est pourquoi, un itinéraire innovant de plantations (douglas et mélèze majoritairement) sur une parcelle située sur la commune de Royère de Vassivière a été validé. Il permettra de prendre en compte, en plus de la production de bois, d'autres fonctionnalités de la forêt : adaptation au changement climatique, captation de carbone, conservation de la biodiversité et de la ressource en eau.

- S'agissant des sites Natura 2000, le Conseil départemental a poursuivi la gestion du site des « Gorges de la Tardes et Vallée du Cher » en tant que porteur du Comité de pilotage et le présidant.
- Lorsque l'on parle ressource, on pense avant tout à l'eau.

Depuis plusieurs années, le Conseil départemental se mobilise et agit.

Depuis le lancement du Schéma départemental d'alimentation en eau potable, 163 dossiers ont été instruits et en 2024, on recense 95% des communes engagées dans un schéma directeur alimentation eau potable/assistance. Les études de faisabilité pour la création de prises d'eau potable dans des retenues hydroélectriques, lancées en 2023, ont été achevées en 2024.

En parallèle, le Syndicat Mixte de Production et d'Interconnexion d'Eau Potable de la Creuse créé en mars 2023 est devenu le Syndicat des Eaux Creusoises. Dans ce cadre, 2 projets majeurs ont été identifiés : 3 maîtrises d'œuvre attribuées pour la création de 2 usines de traitements d'eau potable (canalisations et ouvrages associés), en barrages hydroélectriques et 2 projets d'usines de production d'eau potable accompagnés (sécurisation de l'Agglomération du Grand Guéret et du SIAEP Vallée de la Creuse ainsi que des SIAEP d'Ahun et de la Rozeille).

L'accord de résilience en Creuse s'est achevé en 2024 et a permis d'entreprendre le renouvellement de nombreuses canalisations fuyardes (64 km projetés) tout en engageant des démarches sur les économies d'eau avec la fourniture d'environ 12 000 récupérateurs d'eau et kits hydro-économes.



- Côté assainissement, l'assistance technique a conduit nos services à suivre 219 systèmes. Ce suivi a donné lieu à 355 visites de terrain. 2024 fut également l'année de lancement de nombreux projets prioritaires soutenus par le Département : réhabilitation de réseau à La Souterraine et Dun-le-Palestel, remplacement de stations d'épuration à Évaux-les-Bains, Vassivière et Felletin, sans oublier le transfert de compétences de la Communauté de Communes du Pays Sostranien.
- Dans le cadre du label « Site Rivières sauvages », le service des Milieux
 Aquatiques a poursuivi ses actions d'animation. Ainsi, 213 élèves de cycle
 3 ont pu suivre le projet pédagogique

décliné autour de ce label et des 3 rivières. L'exposition itinérante dédiée a été prêtée à 10 établissements.

Mais l'eau, ce sont aussi tous nos cours d'eau et rivières pour lesquels nos techniciens se mobilisent quotidiennement. Ils ont ainsi mis à jour l'étude expérimentale réalisée en 2022 sur les zones humides, en effectuant, en interne, des mesures de débits sur un site spécifique retenu afin d'évaluer les apports d'eau des zones humides au réseau hydrographique en année humide. En parallèle, les 12 structures GEMAPI du territoire ont bénéficié d'un accompagnement technique et financier pour l'élaboration et la mise en œuvre des 9 Contrats milieux aquatiques. Enfin, dans la cadre du Pacte Territorial pour la Creuse, un suivi technique a été apporté à la Chambre d'Agriculture sur la gestion optimisée des plans d'eau.



■ Il s'agit ainsi de préserver nos ressources mais aussi nos paysages. Une action qui incombe avant tout à nos agriculteurs.

C'est pourquoi, le Département a souhaité renouveler son soutien au monde agricole, que ce soit à la Chambre d'Agriculture - pour des actions de préservation de la ressource en eau, d'adaptation au changement climatique ou de gestion des haies... - au service de remplacement, aux Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles et au Groupement de Défense Sanitaire pour la prévention et la lutte contre les maladies des cheptels bovins, ovins et équins.

FAIRE LE PLEIN DE CULTURE



« Le patrimoine rural de l'eau dans la Creuse », une thématique explorée par le service patrimoine qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage en 2024 et à la réalisation d'une exposition, tandis que celui consacré à « La Creuse dans la Grande Guerre », épuisé depuis 2014, a été réédité.

Le service Patrimoine a, par ailleurs, participé au salon Plaisir de Lire de

Pionnat en juin ainsi qu'à la journée du livre de Felletin en août. Une série de reportages radios sur France Bleu Creuse dédiée aux moulins et fontaines monumentales a été diffusée.

Quant aux diverses expositions consacrées au patrimoine prêtées gracieusement par le Département, ces dernières ont trouvé toute leur place, partout sur le territoire, dans les bibliothèques, collèges, communes, EHPAD, associations... pendant 85 semaines ; de quoi promouvoir notre patrimoine au plus près des habitants.



- C'est aussi dans cet esprit de proximité avec les habitants que notre Bibliothèque départementale inscrit son action avec :
- l'opération « Mon premier livre ». « Petits mondes », plébiscité par le public, a pris place dans les foyers creusois des enfants nés ou adoptés en 2024 une opération complétée, dans le cadre de la démarche territorialisée initiée avec les acteurs sociaux et culturels de la Com com Portes de la Creuse en Marche, par l'organisation de spectacles pour tout-petits et par la distribution du kit « Mon premier livre » aux assistantes maternelles de ce territoire,

- une journée professionnelle « **Mon premier livre** », à Bonnat,
- la 7^{ème} édition du Festival départemental du livre jeunesse **« Mômes à la Page »**,
- 45 spectacles à l'occasion de la 27^{ème} édition du **Festival Coquelicontes**,
- le lancement d'une résidence d'écriture en Creuse, « Plumes », pour favoriser la rencontre entre les publics adolescents et adultes d'un territoire avec la présence d'un auteur en résidence,
- des lectures, projections et spectacles dans le cadre des **Nuits de la lecture** en partenariat avec les Archives départementales.
- Nos Archives départementales ont, quant à elles, ouvert leurs portes une nouvelle fois au public, à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine, pour des visites guidées tout comme l'Hôtel du Département.

Elles ont accueilli également, tout au long de l'année, des **scolaires** (647 enfants) pour des **visites** et **ateliers pédagogiques** mais aussi des expositions comme celle consacrée à l'Handisport dans le cadre de l'opération « La Creuse fait ses Jeux », en écho aux JOP de Paris.

Les opérations de collecte de documents se sont poursuivies avec plus de 184,5 m linéaires d'archives collectées en 2024. Et côté numérisation, plus de 300 000 images ont été mises en ligne sur le site Internet des Archives qui totalise 22,75 millions de pages vues.

Enfin, à l'occasion des 80 ans de la Libération et pour que se perpétue le devoir de mémoire, le Département s'est engagé, aux côtés de l'association « les amis du Musée de la Résistance et de la Déportation », dans un projet de création, à Aubusson, d'un espace « Mémoire, Refuge et Résistances en Creuse » qui a donné lieu à deux actions :

- La présentation d'un avant-projet de cet espace au Centre Culturel et Artistique Jean Lurçat, avec la participation des classes « défense » des collèges Marouzeau (Guéret) et Beaufret (Auzances). Chacune de ces classes de 3ème, ainsi que celle du collège de Châtelus-Malvaleix ont travaillé, avec leurs professeurs et l'appui des Archives départementales, sur l'engagement de la Creuse, dans l'accueil, entre 1942 et 1944, des enfants des villes bombardées près de 9 000 enfants accueillis, en Creuse, sur cette période. C'est leur histoire qui a été retracée par ces collégiens, via 3 podcasts.
- L'accueil d'une conférence théâtrale « Jouer l'Archive », les 6 et 7 juin, qui a permis aux élus et élèves des classes défense de se retrouver acteurs d'une scène historique reconstituée, les invitant à s'asseoir autour de la même table de réunion et partageant divers documents d'archives projetés, les immergeant dans un des instants les plus sombres de l'histoire de France, en décembre 1940, à Vichy.



FAIRE LE PLEIN DE SPORT

- 2024 fut l'année de nombreux évènements sportifs coorganisés par le Conseil départemental. Parmi ceux-ci :
- La première édition du **Festi Rando Creuse** avec 800 participants,
- La seconde édition des **Foulées du Rail** avec 450 participants,
- 8 demi-journées d'animations pour célébrer les JOP de Paris, « La Creuse fait ses Jeux » rassemblant 3 000 participants,
- L'accueil d'un départ d'une étape du Tour de France à Évaux-les-Bains qui a donné lieu à diverses animations comme la Dictée du Tour, la Fête du Tour, le Repas du Tour dans les collèges, une exposition photos dans le parc de l'Hôtel du Département (en partenariat avec Centre France), des mini vidéos « Souvenir d'un Tour », ou encore un challenge vélo le jour J, à Dontreix, qui a permis de récolter 2 000 € pour l'association « Vaincre les maladies Lysosomales ».



Elle fut aussi l'année de la poursuite des aménagements des boucles locales à vélos avec 6 nouveaux circuits (3 sur la Com com Portes de la Creuse en Marche, 1 sur le Pays Dunois et 1 sur Bénévent-Le Grand Bourg). La Creuse compte donc désormais 60 circuits (1 447 km) dont 35 aménagés (800 km).



S'agissant du Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) relatif aux sports de nature, le site d'escalade du Verger à Bourganeuf a été le premier site inscrit. En parallèle, de nouveaux chemins ont été inscrits au PDIPR intégré depuis 2022, au PDESI, représentant plus de 2 684 km inscrits.

Par ailleurs, le Conseil départemental assure l'entretien des chemins de Grande Randonnée (GR) et de Grande Randonnée de Pays (GRP) homologués par la Fédération Française de Randonnée, soit plus de 1 000 km, par le biais de marchés publics principalement axés sur l'intervention de structures d'insertion du territoire (volet végétation). À noter que

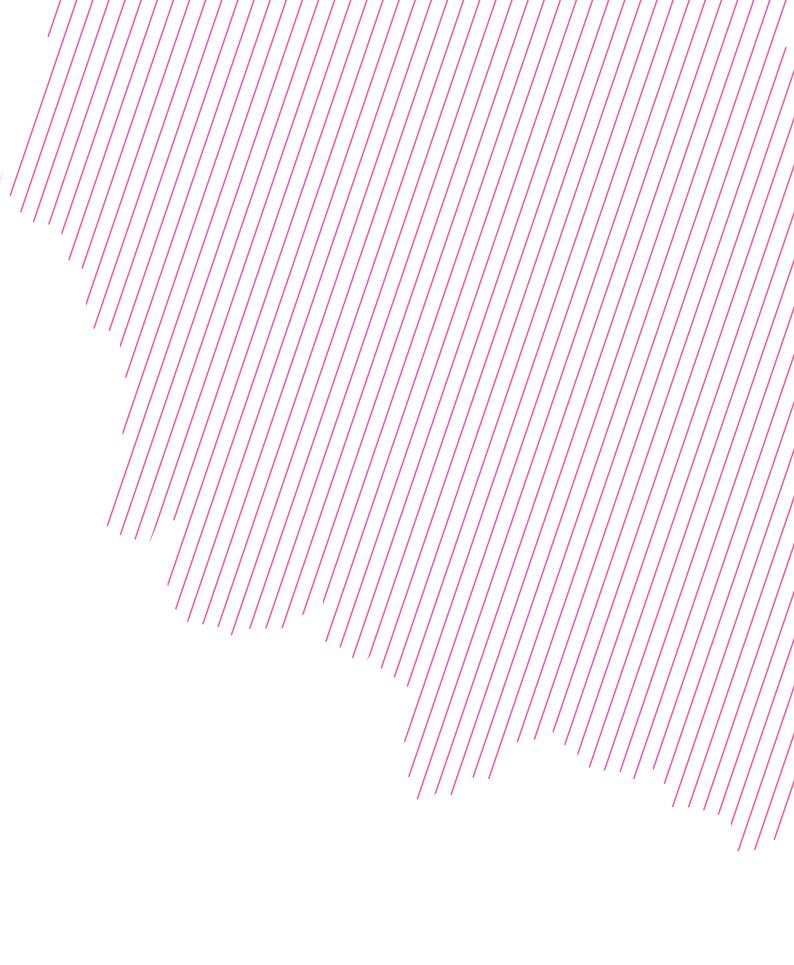
pour la première fois en 2024, le Comité Départemental de randonnée pédestre a assuré le volet « entretien du balisage » en bénéficiant d'un soutien financier ciblé du Département.

- Côté vélo, l'opération Savoir Rouler à Vélo, enseignement priorisé par l'État et bénéficiant du soutien de Génération Vélo, a été expérimentée à la rentrée 2024, dans 6 collèges pour 310 élèves au total ; tandis que s'est ouvert le 4ème et dernier tronçon de la Grande Traversée VTT de la Creuse et que les Véloroutes ont pris la clef des champs! Vélidéale, Cyclo Bohème ou encore Vagabonde sont autant d'itinéraires qui empruntent désormais nos routes creusoises.
- Du côté des collèges, le sport fait toujours l'unanimité. De nouvelles sections sportives ont ouvert au sein du collège Martin Nadaud de Guéret (rugby et football féminin), et celle de Bourganeuf en tennis a laissé la place à l'escalade. Au total 14 sections sportives au sein de 10 collèges différents ; ce sont, pour l'année scolaire 2023-24, 258 élèves en sections sportives dont 89 filles.
- Enfin, la traditionnelle cérémonie des Trophées des sports s'est tenue le 28 novembre, à l'Hôtel du Département, et a permis de mettre en lumière les athlètes, bénévoles ou associations ayant œuvré au rayonnement ou à l'animation du département. Trois structures creusoises ont ainsi été récompensées pour leur engagement et leur organisation

d'événements en 2024 : le Comité
départemental UNSS Creuse pour son
action en direction des collégiens, l'équipe
de para-foot sport adapté de la Creuse,
qui participe au championnat de France
sport adapté depuis 2024, et le Rugby
Club Guérétois Creuse pour sa saison
2023-24 avec phase finale en championnat
Fédérale 3. Durant cette soirée, six sportifs
et personnalités ont également été
médaillés à titre individuel et 4 médailles
du Département « exceptionnelles »
attribuées aux juges-arbitres internationaux
ayant œuvré aux JO Paris 2024 site de
Châteauroux en tir sportif.









EN CHIFFRES

- 4 400 km de routes départementales
- 100% de foyers éligibles à la fibre sur la zone publique
- 2,1 M€
 de travaux engagés pour la réhabilitation du collège de Crocq
- 33
 dossiers de régularisation et/ou acquisitions foncières
- 1,6 M€ engagés dans le Plan Santé pour la période 2020-2024
- 4 305 collégiens à la rentrée 2023-2024
- sessions de formation pour les cuisiniers des collèges

POUR MIEUX APPRENDRE

Afin de faciliter et favoriser les conditions d'apprentissage des collégiens, le Conseil départemental investit, chaque année, plusieurs millions d'euros dans de nombreux travaux et projets suivis par la Direction du Patrimoine Immobilier et de la Construction, ainsi que dans les outils numériques avec l'appui de la Direction des Systèmes d'Information.



À Auzances, tout d'abord, le Conseil départemental a engagé un programme de restructuration des espaces extérieurs incluant l'aménagement de la cour.

Ensuite, à Bénévent-l'Abbaye, les études pour la mise en accessibilité de l'établissement ont débuté en septembre 2024 avec l'intervention d'une maîtrise d'œuvre extérieure. À Châtelus-Malvaleix, dans le cadre de la construction de la chaufferie biomasse, le silo à pellets a été installé dans un local réserve de l'établissement. Pour compenser cette perte de local de stockage, le Département

a décidé de construire un local réserve pour 83 000 € TTC. À noter également la réfection du réseau d'eau potable pour 86 000 € TTC et les travaux de mise en accessibilité du collège à hauteur de 335 000 € TTC.

Fermé en octobre 2021 pour désordres structurels, le collège de Crocq, après plus d'un an d'études et d'expertises, a fait l'objet d'importants travaux de réhabilitation. La collectivité a décidé d'intégrer à ces travaux de renforcement, la mise en accessibilité intérieure. Simultanément, la construction d'une chaufferie biomasse a été réalisée. soit un coût total de travaux d'environ 2,1 M€. Les élèves ont pu réintégrer l'établissement le 7 janvier 2025, avec en prime, une architecture renouvelée en wifi et téléphonie ainsi que la fibre optique permettant de connecter les 90 ordinateurs, 60 tablettes et 3 écrans interactifs (ENI).

À Felletin, la pose d'un **ascenseur** et d'une **plateforme élévatrice** a été réalisée.

Au collège Jules Marouzeau de Guéret, les travaux de **renforcement de structure** (75 000 € TTC) de l'aile C (internat) ont débuté en septembre 2024 pour partie et ont été achevés en décembre 2024, permettant le retour des internes en novembre. Un programme a été établi pour réaliser la mise en accessibilité, la restructuration et la réhabilitation des salles de sciences de l'établissement pour un total prévisionnel de 2,64 M€ TTC.

Concernant les Cités mixtes d'Aubusson et de La Souterraine (encore 2 ans de travaux prévus), le Département aura investi respectivement 212 000 € TTC et 1,08 M€ TTC pour leur restructuration.

Enfin, la salle de technologie du collège Martin Nadaud de Guéret a été inaugurée.

Fruit d'une collaboration innovante entre le Conseil départemental, le Réseau Canopé et le collège, cet espace a été rénové pour répondre aux attentes, à la fois de la communauté éducative et des collégiens.



Côté informatique, 240 ordinateurs sur les 1 800 que compte le parc informatique des collèges creusois ont été remplacés ; de même que 11 Tableaux Blancs Interactifs sur les 94 recensés, par des ENI. Le marché relatif à l'Environnement Numérique de Travail (ENT) a été renouvelé pour une durée de 3 ans. Cet outil de communication entre les établissements, les familles et les élèves est devenu indispensable. Il enregistre plus de 8 000 visiteurs par jour!



Côté cuisine, initiées depuis 2021 au sein des établissements creusois, les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire sont toujours en cours (-20% depuis 2022). Le volume de compostage effectué par les collèges est en augmentation.

Une charte « Mangeons bien, mangeons mieux » a été signée par les 16 collèges engageant les équipes de restauration à développer le « fait maison » et l'achat des **produits locaux**. 8 sessions de formation ont été effectuées au sein de la cuisine pédagogique du lycée professionnel Delphine Gay de Bourganeuf sur les thèmes « entrées faites maison » et « desserts faits maison » auprès des 32 cuisiniers des collèges. Le collège de Dunle-Palestel affiche la première obtention du label « Établissement BIO engagé » délivré par Interbio Nouvelle-Aquitaine. La plateforme « Manger Bio restauration » a été expérimentée et généralisée auprès des collèges pour atteindre les objectifs de la loi Egalim et rapprocher les producteurs bio locaux et les établissements.

Par ailleurs, un groupe de travail composé d'agents polyvalents des collèges et du Conseil départemental, du service coordination des collèges, du service prévention - santé au travail et des chefs d'UTT a été constitué pour développer des pratiques innovantes en lien avec les nouvelles normes environnementales.

Le marché visant à renouveler le mobilier des selfs fin 2025 a été lancé. L'objectif est de diminuer le poids des chaises (- de 4 kg) pour limiter les troubles musculosquelettiques et d'installer des nouvelles tables absorbant le bruit des plateaux afin d'améliorer les conditions d'accueil des élèves.



- Pour accompagner le territoire dans le développement d'une politique en faveur des jeunes de 0 à 25 ans, s'est amorcée l'organisation de 2 évènements phares pour 2025 :
- Un colloque sur le « Bien grandir en Creuse pour mieux apprendre » en mars 2025,

• Un festival des talents, le **« Festiv'Ados »**, le 3 juin 2025.

À ceci s'est ajoutée la réalisation d'une enquête auprès de 1 000 élèves creusois en classe de 4^{ème} et 800 élèves de 1^{ère}.

Après plusieurs mois de finalisation et une journée Portes Ouvertes le 9 mars 2024, le C@mpus connecté en Creuse, au service d'étudiants qui suivent des formations à distance, a officiellement ouvert ses portes en septembre 2024.

POUR MIEUX SE DÉPLACER



■ En 2024, le Département a poursuivi ses investissements en faveur des **mobilités** et de la **sécurité des usagers**. À ce titre, plusieurs chantiers ont été réalisés en régie via le Parc comme la RD7 à Saint-Dizier-la-Tour/ Gouzougnat ou encore la RD940 à La Chapelle-Taillefert/Saint-Christophe/Sardent.

Sur la RD982, à Felletin, **un mur en béton avec parement en pierre** a été reconstruit suite à son effondrement en raison des fortes pluies en octobre 2019.

À l'étang des Marchives (RD16) sur la commune de Pionnat, un remblai routier a été refait afin de permettre la réouverture à la circulation.

Plusieurs maîtrises d'œuvre ont été lancées pour la réparation/reconstruction :

- du pont enjambant la voie ferrée à Mourioux (RD5)
- de la **digue de l'étang de Domeyrot** (RD40)
- de la **digue de l'étang de Blessac** (RD17)

Tandis qu'une étude de faisabilité de reconstruction du pont de Tenèze à Villard a été commandée.

Mieux se déplacer, c'est aussi optimiser ses déplacements. C'est en ce sens que le Département a lancé une enquête « mobilités » auprès des Creusois en début d'été, dans l'objectif de comprendre leurs habitudes de déplacement, qu'ils résident ou travaillent sur le territoire, et de renforcer le covoiturage en développant des actions innovantes.



- C'est également travailler avec des outils plus performants. Pour la 2ème année, notre Direction des Routes a pu s'appuyer sur l'intelligence artificielle grâce à laquelle, des relevés de dégradation sur les routes départementales sont effectués, permettant d'ajuster les interventions d'entretien routier.
- Tant pour assurer l'entretien courant que pour répondre aux situations d'urgence comme lors des diverses tempêtes et épisodes de forte pluviométrie, nos agents des routes ont répondu présent pour venir en aide à la population, dégager les routes et assurer la sécurité des usagers.

POUR MIEUX SE CONNECTER

Après plusieurs années de chantier, les travaux de **déploiement de la fibre optique** sur le territoire se sont achevés en mai 2024.

Sur la zone publique, **100% des foyers creusois** sont donc désormais éligibles à la fibre optique.

En Creuse, la fibre représente :

- 88 301 prises en exploitation
- 8 000 km de lignes déployés
- 38 nœuds de raccordement



POUR MIEUX CONVAINCRE



L'attractivité du territoire a également été un axe fort de l'année. Plusieurs initiatives ont été menées pour favoriser l'installation de nouveaux habitants et accompagner les porteurs de projets. Un week-end immersif a été organisé à La **Souterraine**, permettant aux participants de découvrir les opportunités locales. Des rencontres ont également eu lieu à Paris, notamment à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine, pour promouvoir la Creuse auprès de publics en recherche de nouvelles perspectives. En parallèle, le Conseil départemental a participé à plusieurs salons spécialisés, notamment sur l'emploi et la mobilité, et s'est rendu sur les marchés d'été afin de sensibiliser les visiteurs aux atouts du territoire. Cette stratégie a été complétée par un travail de prospection et d'accompagnement à l'installation par nos chargés de mission départementaux avec le soutien de ceux des intercommunalités, ainsi que par

l'animation d'un réseau de partenaires regroupant les collectivités, les chambres consulaires et les entreprises.



Dans le domaine de la santé, 2 soirées d'accueil des internes en médecine ont été coorganisées par le Département et le Centre Hospitalier de Guéret. Le **Plan** Santé dans sa version 2, coconstruit avec l'ARS, a été acté, en Assemblée départementale d'octobre, toujours avec le même objectif de **soutenir** et favoriser l'installation de nouveaux professionnels sur le territoire. Sur la période 2020-2024, **137 bénéficiaires** ont perçu une aide en fonctionnement ou en investissement pour un total de 1,6 M€ engagés par la collectivité. Et depuis 2020, ce sont **838 000 €** investis par le Conseil départemental dans les Maisons de Santé Pluridisciplinaires et les Centres de Santé.

Le **déploiement du Plan vétos 23**, consacré à la présence vétérinaire en milieu rural, a pour sa part été poursuivi. Depuis 2023, **47 étudiants** (43 pour des aides aux stages et 4 pour des bourses d'études) ont été accompagnés pour un total de **65 000 €**.

L'attractivité, c'est aussi notre service communication qui organise depuis 2020, le stand Creuse, au sein du Salon International de l'Agriculture de Paris. Un rendez-vous devenu incontournable pour promouvoir le territoire, ses savoir-faire et ses productions. Autre rendez-vous qui s'inscrit désormais dans l'agenda des sorties en Creuse : le karaoké géant dont la deuxième édition, en juin, a de nouveau fait carton plein.

Que ce soit de façon récurrente ou plus occasionnelle, le service se mobilise. Ce fut le cas en 2024, pour le **Tour de France avec l'animation de plusieurs stands à Évaux-les-Bains** et **Dontreix** ou encore pour le **Concours National Limousin** à La Souterraine, en septembre, avec la tenue d'un stand.

À noter également cette année, la réalisation d'une campagne de communication pour et avec le Conservatoire Emile Goué.







- **275** recherches juridiques réalisées pour les services
- **2822** jours de formation dispensés aux agents
- **897** agents formés
- agents formateurs occasionnels
- marchés publics notifiés avec une clause/un critère environnemental.e
- salles équipées avec Teams

TRAVAILLER EN TRANSVERSALITÉ

 Pour être performante, une collectivité doit avant tout travailler en transversalité.

Ainsi, le service des Affaires Juridiques a été saisi 275 fois par les services, pour assurer le suivi de 56 contentieux, gérer 70 sinistres et recours directs, et procéder à 44 recherches documentaires.

Le Service de gestion du patrimoine foncier et immobilier est intervenu pour régulariser ou acquérir des biens fonciers (33 dossiers), réaliser 4 cessions immobilières bâtis et fonciers, assurer la mise aux enchères du site de Saint-Palais-sur-Mer et rédiger 43 conventions pour la mise à disposition de locaux dans le cadre de l'expérimentation rSa.

Et pour le service de la Commande Publique, il s'est agi de refondre le guide interne des procédures afin de simplifier et schématiser les procédures pour les services. Des fiches pratiques ont été créées et déposées sur l'Intranet.



Marchés publics

FAIRE ÉVOLUER NOS PRATIQUES

Faire évoluer nos pratiques pour les rendre plus vertueuses et plus inclusives, c'est ce que s'attache à faire le Service de la Commande Publique en généralisant des critères et/ou clauses environnementales ou sociales dans ses marchés.

L'aspect environnemental a ainsi pris toute sa place dans les débats de la 5ème rencontre Chefs d'entreprise consacrée aux « obligations et initiatives vers des achats plus verts », et a conduit le service à candidater aux Trophées de la Commande Publique (catégorie Politique d'Achat Responsable) organisés en partenariat avec le Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires.

POURSUIVRE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

- Une transformation ne pouvant s'opérer sans modernisation des outils numériques, 2024 aura été marqué par la migration de l'ensemble des boîtes mail vers Office 365 et par la dématérialisation de :
- la gestion du courrier,
- le dossier agent,

- les dossiers médicaux des agents,
- les demandes de télétravail et autorisations d'absence via Congés Clic.

Ce fut aussi l'année de la mise en place du vote électronique pour les élus, l'évolution de diverses solutions ou la mise en place de nouveaux logiciels que ce soit pour la gestion des frais de déplacement Notilus, la réalisation des entretiens professionnels, la gestion prévisionnelle de patrimoine, la gestion de la PMI, etc.

8 salles sont désormais équipées de Visio TEAMS et les 2 postes opérateurs du standard téléphonique ont été remplacés par une technologie numérique.



Pour un meilleur service aux usagers, une plateforme de gestion électronique des documents en externe a été mise en place permettant de rendre exécutoire et publique les délibérations. Et la dématérialisation des demandes d'aides de la collectivité a initié ses premiers pas avec, en septembre, la possibilité pour

les parents des collégiens de réaliser leur demande d'aide cantine en ligne via la plateforme MesDémarchesCD23. Le dispositif poursuit sa progression pour s'ouvrir à de nombreuses autres aides tout au long de l'année 2025.

numérique doit intégrer plus que jamais la notion de protection des données dans un contexte général de cyberattaques visant particulièrement le secteur public. Parmi les actions menées, la mise en conformité des traitements des données dans le cadre du RGPD a été poursuivie, avec l'émission de 25 avis et le traitement d'une demande d'exercice des droits. Aucune violation de données n'a été constatée, témoignant du sérieux apporté à la protection des informations.

Une vigilance renforcée par l'installation de 3 outils spécifiques dédiés au renforcement de la sécurité du Système Information : un outil de gestion des contrôles d'accès et d'authentification, un outil de supervision et de contrôles des vulnérabilités des équipements informatiques et un outil de détection des menaces internes et des cyberattaques en analysant les données, l'activité des comptes informatiques et la télémétrie sur l'ensemble du Service informatique.





04
AUTRES
STRUCTURES

■ AUTRES STRUCTURES

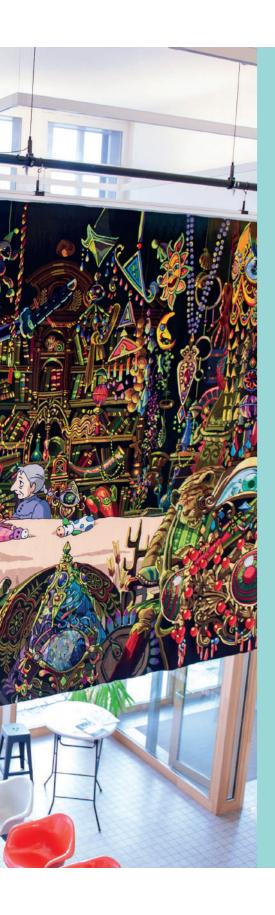
Le Conseil départemental est membre de deux Groupements d'Intérêt Public à vocation sociale, compétence majeure du département. (Chiffres BP 2024)

Ils sont financés à hauteur de :

■ 320 637 € pour la Maison Départementale des Personnes Handicapées

134 810 € pour Traces de Pas





7 474 542 €

et de Secours

■ 1776 250 €
Conservatoire départemental Emile

Goué

■ 850 000€

Creuse Tourisme

■ 1 145 000 €

80 000 €

Crozant

133 750 €

45 000 €

(fonds de concours annuel et subvention de fonctionnement) DORSAL (Développement de

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

a **CREUSE** e Département

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA

